



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026-2030

Groupement de commandes composé des établissements suivants :

Université de Strasbourg (UNISTRA)
Centre Européen de recherche en biologie et en
médecine (CERBM)
Centre national de la recherche scientifique (CNRS) –
Délégation Alsace 10
Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de
Paris
Délégation régionale INSERM Est
Le Mans Université
Université d'Aix Marseille
Université de Caen Normandie

Université de Clermont Auvergne
Université de Haute Alsace
Université Le Havre Normandie
Université de Limoges
Université Marie et Louis Pasteur
Nantes Université
Université de Paris Cité
Université de Paris 4 et Paris 6 – Sorbonne Université
Université de Reims Champagne Ardenne
Université de technologie Belfort-Montbéliard

Université de Strasbourg
Direction des Finances - Département Achat Marchés

Table des matières

ARTICLE 1 – PRESENTATION ET OBJET DE L’ACCORD-CADRE NATIONAL A MARCHES SUBSEQUENTS LOCAUX	3
1.1 OBJET DE L’ACCORD-CADRE NATIONAL	3
1.2 MODALITES DU GROUPEMENT S’AGISSANT DE L’EXECUTION DU CONTRAT	4
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L’ACCORD-CADRE NATIONAL	5
2.1 COUVERTURE GEOGRAPHIQUE ET SUIVI D’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE NATIONAL	5
2.2 DESCRIPTION DES PRIX PRATIQUES AU NIVEAU DE L’ACCORD-CADRE NATIONAL	5
2.3 GESTION DE LA FIN DE MARCHE	6
ARTICLE 3 – MODALITES D’EXECUTIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS LOCAUX	7
3.1 MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
3.2 DUREE DU MARCHE SUBSEQUENT	7
3.3 PASSATION DES COMMANDES AU SEIN DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
ARTICLE 4 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES ATTENDUES	8
4.1 SPECIFICATIONS TECHNIQUES RELATIVES AU LOT 1	8
4.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES RELATIVES AU LOT 2	9
4.3 SPECIFICATIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX DEUX LOTS	10
ARTICLE 5 – DELAIS ET CONDITIONS DE LIVRAISON	11
5.1 DELAIS DE LIVRAISON	11
5.2 LIEUX ET HORAIRES DE LIVRAISON	11
5.3 MODALITES DE LIVRAISON	12
5.4 OPERATIONS DE VERIFICATION	12
ARTICLE 6 – PILOTAGE ET SUIVI D’EXECUTION DU CONTRAT	13
6.1 INTERLOCUTEURS ET PILOTAGE DU CONTRAT	13
6.2 PROCEDURE DE SAV	13
6.3 RUPTURE D’APPROVISIONNEMENT D’UN GAZ	14
6.4 EVOLUTION DES ARTICLES EN COURS D’EXECUTION	14
6.5 REMISE EXCEPTIONNELLE AU NIVEAU DES MARCHES SUBSEQUENTS	15
ARTICLE 7 – SECURITE ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE	15
7.1 RESPONSABILITE DU TITULAIRE	15
7.2 SECURITE	15
7.3 CONFORMITE REGLEMENTAIRE DES EMBALLAGES ET DES FOURNITURES	16
ARTICLE 8 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	16
ARTICLE 9 – CLAUSE SOCIALE (FACULTATIVE) – ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE D’ELEVES A BESOINS SPECIFIQUES	17
9.1 ENCADREMENT DE L’ELEVE	18
9.2 LES ETAPES DE MISE EN ŒUVRE DU STAGE	18
9.3 CONTROLE ET EVALUATION DE L’ACTION DE FORMATION	19

ARTICLE 1 – Présentation et objet de l'accord-cadre national à marchés subséquents locaux

1.1 Objet de l'accord-cadre national

Le présent accord-cadre national a pour objet la fourniture de gaz pour la recherche et services associés, pour les besoins des différents établissements, membres du groupement, à savoir :

- L'Université de Strasbourg (UNISTRA)
- Le Centre Européen de recherche en biologie et en médecine (CERBM)
- Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) – Délégation Alsace 10
- Le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de Paris
- La Délégation régionale INSERM Est
- Le Mans Université
- L'Université d'Aix Marseille
- L'Université de Caen Normandie
- L'Université de Clermont Auvergne
- L'Université de Haute Alsace
- L'Université Le Havre Normandie
- L'Université de Limoges
- L'Université Marie et Louis Pasteur
- Nantes Université
- L'Université de Paris Cité
- L'Université de Paris 4 et Paris 6 – Sorbonne Université
- L'Université de Reims Champagne Ardenne
- L'Université de technologie Belfort-Montbéliard

Allotissement :

N° du lot	Désignation du lot	Titulaires
Lot 1	Fourniture de bouteilles de gaz – grands et petits conditionnements – et services associés	2 titulaires minimum et 5 titulaires maximum
Lot 2	Fourniture de glace carbonique et services associés	2 titulaires minimum et 3 titulaires maximum

Chaque lot prend la forme d'un accord-cadre multi-attributaire, à marchés subséquents, qui prendront ensuite la forme d'accords-cadres à bons de commande.

Le Marché Subséquent pourra être mono attributaire ou multi attributaire, avec une attribution des bons de commande en cascade pour les gaz les plus spéciaux, sur lesquels les risques de ruptures sont élevés.

Les 2 lots référenceront respectivement cinq et trois titulaires maximums, au niveau national, avec des prix plafonds indiqués au sein des Cadres de Réponse Financiers (CRF). Par la suite, chaque établissement membre du groupement, pourra lancer son propre marché subséquent en remettant en concurrence les titulaires du marché :

- Soit pour ses besoins propres ;
- Soit pour un groupement local. A titre d'exemple, la Délégation régionale Est de l'INSERM, la délégation Alsace du CNRS, le Centre Européen de recherche en biologie et en médecine et l'Université de Strasbourg se constitueront en groupement de commande local et lanceront leur Marché subséquent pour leurs besoins. Pour le lot 1, il est envisagé de passer 2 marchés subséquents. Un pour les besoins en L50, et un pour les besoins en conditionnements différents.

Lieux d'exécution : Pour chaque établissement membre du groupement, les lieux de livraison sont précisés dans le document « Récapitulatif Logistique ». Pour un seul établissement, il est susceptible d'y avoir plusieurs lieux de livraison. A noter que les sites de livraison indiqués au sein de ce document sont les sites les plus importants. D'autres points de livraison à la marge pourront être à l'origine des commandes lors de l'exécution d'un marché subséquent.

Sur la base de ces éléments, il est demandé aux candidats d'indiquer dans leur Cadre de Réponse Technique (CRT) s'ils sont en mesure ou non de répondre aux marchés subséquents de chacun d'eux.

Au sein de chaque MS, la possibilité sera ouverte pour les membres du groupement de réaliser des visites de sites, obligatoires ou facultatives.

1.2 Modalités du groupement s'agissant de l'exécution du contrat

Chaque établissement sera chargé de l'exécution de son propre marché subséquent, pour la part qui lui incombe (la définition de son besoin propre, la passation et notification de son marché propre, émission des bons de commande et application des pénalités relatives au marché subséquent, ...).

Pour l'exécution de l'accord-cadre au niveau national : un comité de pilotage est constitué. Il est chargé de la coordination de l'exécution de l'accord-cadre concernant la validation des révisions des prix plafonds, l'application des pénalités relatives à l'accord-cadre, la conclusion des avenants intervenant au cours de l'exécution, ainsi que la participation aux réunions de suivi annuelles avec les titulaires.

Les membres du comité de pilotage du groupement sont les suivants :

- L'Université de Strasbourg ;
- Le centre européen de recherche en biologie et en médecine (CERBM) ;
- Le centre national de recherche Scientifique (CNRS) – Délégation régionale Alsace DR10 ;
- Le conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de Paris ;
- L'Université de Clermont-Auvergne ;
- L'Université de Nantes.

L'Université de Strasbourg est désignée comme animateur de ce comité de pilotage pour la passation et l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 2 – Description de l'accord-cadre national

De sorte à respecter la réalité économique des fournisseurs, il ne sera pas attendu de tous les candidats qu'ils puissent répondre aux besoins de tous les membres du groupement, aux mêmes prix.

C'est pourquoi :

- Il est demandé à chaque soumissionnaire d'indiquer au sein du CRT la liste des établissements pour lesquels le candidat pourrait se positionner ;
- Il est demandé à chaque soumissionnaire d'indiquer au sein de l'onglet « BPU » du CRF, des prix plafonds pour les types de gaz.

2.1 Couverture géographique et suivi d'exécution de l'accord-cadre national

2.1.1 Possibilité de ne répondre qu'aux besoins de certains établissements

Dans leur CRT, il est attendu des candidats qu'ils indiquent pour quels établissements ils pourraient se positionner. Il s'agira alors d'un engagement. Il sera alors attendu du titulaire qu'il réponde à la consultation que l'établissement en question lancera, ou alors qu'il justifie la raison pour laquelle il n'a pas pu se positionner.

Dans l'hypothèse où le titulaire s'engage dans son CRT à répondre au marché subséquent d'un membre du groupement et qu'il ne répond pas à la consultation par la suite, sans apporter de justification : une pénalité pourra lui être appliquée, conformément aux clauses du CCAP.

2.1.2. Identification d'interlocuteurs dédiés

Il est attendu des candidats qu'ils indiquent dans le CRT, un interlocuteur qui assurera le suivi d'exécution de l'accord-cadre national, ainsi qu'un correspondant pour chaque établissement pour lequel il souhaiterait soumissionner par la suite.

2.2 Description des prix pratiqués au niveau de l'accord-cadre national

Pour chaque lot, un bordereau des prix unitaires (BPU) détermine la liste des articles et prestations susceptibles d'être commandés dans le cadre du présent accord-cadre.

2.2.1 Bouteilles et cadres de gaz

Les BPU définissent les caractéristiques techniques minimales attendues pour chaque article, ainsi que le conditionnement souhaité.

Dans son offre, le candidat doit donc obligatoirement proposer des produits répondant à ces caractéristiques techniques minimales. Lors de l'exécution du marché, le titulaire sera engagé sur la référence et le conditionnement proposé dans son offre. Ces références devront être conformes à la désignation mentionnée sur le BPU.

Le BPU de l'accord-cadre national doit être complété par les candidats avec des prix plafonds pour chaque type de gaz et conditionnements.

Il est attendu que les candidats optimisent ces prix plafonds pour chaque consultation de marché subséquent. Dans tous les cas, ils ne pourront pas être dépassés au niveau de chaque marché subséquent.

Ils seront révisables annuellement, par le biais de la clause de révision des prix définies au sein du CCAP.

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026-2030

2.2.2 Location journalière des emballages (bouteilles et cadres)

Les prix de location journalière seront identiques pour tous les membres du groupement, et devront ainsi être optimisés au sein de l'accord-cadre national. A noter qu'à l'arrêt du marché, le prix de la location des bouteilles sera maintenu jusqu'à restitution des bouteilles.

2.2.3 Taux de remise optimisé sur la fourniture et la livraison de matériels pour la détente et le raccordement des cylindres ou des cadres (y compris flexibles ou lyres de raccordement)

Le BPU n'est pas exhaustif. En effet, les établissements pourront également réaliser des commandes pour des types de gaz qui ne sont pas référencés dans le BPU. Un taux de remise, défini par les titulaires au sein de l'accord-cadre national sera alors appliqué.

Un taux de remise pourra également être proposé par les candidats s'agissant des détenteurs. Ces taux de remise sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre et s'appliquent également pour l'ensemble des marchés subséquents.

2.2.4 Sessions de formations

Certains établissements membres du groupement souhaitent bénéficier de formations à la manipulation de gaz et de bouteille de gaz. Les candidats auront la possibilité de proposer ce type de formation au sein de leur CRT, et de chiffrer cette prestation au sein de leur BPU.

2.2.5 Coût de la reprise des bouteilles et cadres en fin de contrat

La reprise des bouteilles et des cadres est gratuite à la fin du contrat, et pendant une durée de 6 mois après la date de fin du marché.

Elle deviendra payante à l'issue de ce délai.

2.2.6 Coût des bouteilles, paniers et cadres en fin de contrat

En cas de perte ou de non-restitution d'une bouteille, d'un panier ou d'un cadre en fin de contrat, le prix de l'emballage doit être défini au BPU. Celui-ci est un prix fixe et ne sera pas optimisé au niveau de chaque marché subséquent.

2.3 Gestion de la fin de marché

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent. Une fois la durée du marché subséquent révolue, il ne sera plus possible de passer de nouvelles commandes pour la fourniture de bouteilles ou cadres de gaz. Néanmoins, les prix de location indiqués au BPU seront maintenus jusqu'à la restitution des bouteilles et cadres.

A la fin du marché, les dates et heures de reprise seront fixées entre le titulaire et les donneurs d'ordre. Ce processus de reprise pourra avoir lieu en plusieurs fois sans surcoût pendant 6 mois après la date de fin du marché subséquent.

En raison du coût et des spécificités d'utilisation de certains gaz rares et mélanges spéciaux, ces derniers ne pourront pas systématiquement être retournés au fournisseur dans un délai de 6 mois après la date de fin du marché. Dans cette hypothèse, le prix de la location indiqué au BPU sera maintenu. Néanmoins, la reprise de ces bouteilles deviendra payante. Ce coût de reprise sera indiqué au BPU.

Dans le cas où une bouteille, un panier ou un cadre ne serait pas restitué, ou serait perdu par le donneur d'ordre, le prix de rachat du contenant sera indiqué au BPU.

Afin d'anticiper au mieux le processus de reprise, des inventaires annuels pourront être effectués entre le donneur d'ordre et le titulaire du marché subséquent.

ARTICLE 3 – Modalités d'exécutions relatives aux Marchés Subséquents locaux

3.1 Modalités de passation des marchés subséquents

L'établissement membre du groupement, au moment de lancer son marché subséquent :

- Pourra adapter le BPU national, de sorte à mentionner uniquement les gaz dont il a besoin afin de refléter la réalité de ses consommations ;
- Pourra établir un DQE propre (et un panier caché le cas échéant) afin d'analyser les offres financières des candidats ;
- Précisera les modalités de livraisons attendues ;
- Et pourra prévoir une visite des sites le cas échéant, lors de la consultation.

3.2 Durée du marché subséquent

Les marchés subséquents locaux pourront être lancés par les établissements membres, à compter de la notification et pendant toute la durée de l'accord-cadre national.

Ils auront une durée estimée comprise entre 1 et 4 ans. Toutefois, leur durée ne pourra excéder la durée de l'accord-cadre national, que dans une limite de 6 mois après la date de fin de l'accord-cadre national.

3.3 Passation des commandes au sein des marchés subséquents

Chaque marché subséquent prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande, lesquels seront adressés au fur et à mesure des besoins au titulaire du marché.

Chaque prestation doit faire l'objet d'un bon de commande daté et signé établi par l'établissement concerné.

En principe, le titulaire s'engage à exécuter la totalité des bons de commande que ledit établissement lui notifiera au fur et à mesure de ses besoins.

Néanmoins, pour le lot 1, les établissements pourront prévoir que leurs marchés subséquents soient multi-attributaire, avec une attribution des bons de commande en cascade. Cela permet d'avoir un back-up pour les gaz ultra spéciaux, les mélanges spéciaux, et/ou les conditionnements spéciaux, qui sont des articles avec des risques de rupture.

ARTICLE 4 – Spécifications techniques attendues

4.1 Spécifications techniques relatives au lot 1

4.1.1 Spécifications techniques liées aux bouteilles de gaz

Au sein du CRF de l'accord-cadre national :

- Le BPU définit l'ensemble des bouteilles de gaz, leurs caractéristiques techniques minimales et conditionnements ;
- L'inventaire définit les types de bouteilles actuellement en stock auprès de chaque site livré, pour chaque établissement, ainsi que le nombre estimatif de bouteilles annuelles.

En lançant leurs marchés subséquents, les établissements membres du groupement auront la possibilité d'adapter le BPU, de sorte à correspondre à leur besoin propre en gaz.

Les spécifications techniques (pureté et conditionnement) du gaz commandé sont définies au sein du CRF de l'accord-cadre, ainsi que des marchés subséquents.

Les BPU de l'accord-cadre national et de chacun des MS ne sera pas exhaustif. Des bouteilles de gaz peuvent également être commandées en dehors du BPU, sur la base du catalogue du fournisseur, ou à la demande pour les mélanges spéciaux notamment. Dans ce cadre-là, le pouvoir adjudicateur doit pouvoir bénéficier du taux de remise indiqué au sein du BPU de l'accord-cadre national.

4.1.2 Raccords et détendeurs

Pour le lot 1, les titulaires des marchés subséquents livreront des bouteilles équipées de raccords standards. Dans le cas contraire, ils s'engagent à adapter à leur frais, les raccords afin de rendre les bouteilles compatibles au matériel utilisé par le pouvoir adjudicateur.

Néanmoins, à la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché subséquent livrera des détendeurs et éléments de raccordements, en appliquant le taux de remise sur le prix public, fixé au sein du Cadre de Réponse Financier.

4.1.3 Location des bouteilles

Pour le lot 1, les bouteilles font l'objet d'une location journalière, dont le montant journalier est mentionné dans le BPU de l'accord-cadre national. Il est attendu que le prix de la location journalière soit optimisé au niveau de l'accord-cadre et uniforme pour tous les membres du groupement.

Les bouteilles vides seront reprises au moment des livraisons, ce qui met fin immédiatement à la location des bouteilles retournées. A la demande des services, des bouteilles qui ne seraient pas entièrement consommées pourront également être reprises lors de ces livraisons, mettant fin immédiatement à leur location.

Des enlèvements complémentaires pourront être programmés en complément des rotations liées aux nouvelles livraisons. A partir de la demande du service, le délai pour la reprise des bouteilles vides sera de 30 jours ouvrés maximum.

Aucun frais ne sera appliqué si, lors de la reprise d'emballages vides, de bouteilles, de cadres ou de paniers, des bouteilles de différents services, laboratoires ou composantes se trouvaient mélangées.

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026-2030

Par ailleurs, la reprise des bouteilles sera gratuite jusqu'à la fin du contrat, et pendant 6 mois après la date de fin de l'accord-cadre, ou du marché subséquent.

Au-delà de 6 mois à la fin de l'accord-cadre, le coût de la location sera maintenu jusqu'à reprise des bouteilles.

En cas de perte d'une bouteille en fin de marché, une ligne au BPU permettra au candidat d'indiquer le prix d'achat de la bouteille par le pouvoir adjudicateur.

4.1.4 Mise à disposition des paniers

Il pourra être demandé au titulaire des marchés subséquents de mettre à disposition des établissements, les paniers de bouteilles. Cette mise à disposition ne fera pas l'objet d'une facturation supplémentaire.

4.1.5 Location des cadres

Certains types de gaz pourront être commandés en cadres au sein des marchés subséquents. Chaque établissement définira son besoin de gaz en cadres au sein de son propre marché subséquent.

4.1.6 Traçabilité des bouteilles de gaz

Chaque bouteille ou cadre mis en location par le titulaire du marché comportera un système d'identification « code-barres » ou équivalent, de façon à assurer une traçabilité complète des mouvements des emballages au sein des établissements.

Ce système d'identification devra permettre de préciser les renseignements suivants :

- Le nom du fournisseur ;
- Le nom de la composante ;
- Le nom du service demandeur (laboratoire, département ou service) ;
- Le lieu de livraison (bâtiment) ;
- La date de livraison ;
- La dénomination commerciale du gaz, ainsi que la pureté du gaz et le type de conditionnements.

Les données relatives au système d'identification doivent être consultables.

Le titulaire s'engage à fournir les éléments et documentations nécessaires à l'identification des bouteilles et cadres sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

4.1.7 Inventaire des bouteilles en location

De sorte à anticiper la fin du contrat et afin d'éviter toute perte en cours d'exécution, les établissements membres du groupement pourront demander au prestataire la réalisation d'un inventaire des bouteilles de leur parc de manière annuelle.

4.2 Spécifications techniques relatives au lot 2

Pour le lot 2, la carboglace sera fournie en conteneur (ou équivalent) qui sera mis à disposition des pouvoirs adjudicateurs sans surcoût.

4.3 Spécifications techniques relatives aux deux lots

4.3.1 Site internet et passage au punch-out

Les membres du groupement souhaitent avoir à leur disposition un site internet, permettant de retrouver les fiches techniques des différents gaz présents au BPU du marché.

Ce site pourra en plus, proposer l'édition de statistiques (conformément à l'article 4.3.2 du CCTP ci-dessous), mais également de permettre de visualiser les commandes en cours, les commandes soldées, ainsi que les duplicatas des bons de livraison.

Certaines Universités ont vocation à changer de logiciel de gestion budgétaire et comptable, sur plusieurs échéances différentes. Le SI financier de l'université (SIFAC) est basé sur un socle SAP ECC, la montée de version 2026 se fera vers S/4 HANA (baptisé SIFAC+).

Ce logiciel financier permettra de mettre en œuvre un système de « punch-out ». Concrètement, le panier d'achat (devis) établi à partir du catalogue en ligne des fournisseurs sera rapatrié automatiquement sous la forme d'une demande d'achat au sein de SIFAC+ et se transformera en commande envoyée directement aux titulaires sur leur site marchand.

Lors du passage sur SIFAC+, il sera donc attendu de la part des titulaires du marché de participer aux travaux de développement / paramétrage permettant de construire cette interface. Il est à noter que la majorité des universités françaises sont concernées par ce passage sur S/4 HANA, en plusieurs vagues, les développements autour du SI financier étant mutualisés à travers les travaux de l'AMUE – Agence de Mutualisation des Universités et Établissements.

Dès lors que ce système sera actif, les titulaires auront l'obligation, tout comme sur leur site web marchand, de mettre à jour les informations dans leur catalogue ; au sujet de la disponibilité et du prix des produits. Une concordance parfaite sera attendue entre les conditions contractuelles en vigueur (dont les BPU) et les données affichées et disponibles sur les sites marchands.

A travers la clause de réexamen prévue au sein du CCAP, les parties pourront réexaminer les conditions de mise en œuvre de l'interface entre les SI, permettant de mettre en œuvre le punch-out.

4.3.2 Statistiques de consommation

⇒ Au niveau de l'accord-cadre national

Les titulaires de l'accord-cadre national s'engagent à transmettre sur simple demande du comité de pilotage et sous 15 jours ouvrés à compter de la demande par mail, un tableau Excel (ou équivalent), récapitulatif du nombre de Marchés Subséquents candidats, remportés, ainsi qu'un récapitulatif des commandes passées par établissement et au total sur tout le marché.

⇒ Au niveau des Marchés subséquents locaux

Les titulaires de chaque Marché subséquent s'engagent à transmettre sur simple demande du pouvoir adjudicateur, et sous 15 jours ouvrés à compter de la demande par mail, un tableau Excel (ou équivalent) récapitulatif des commandes passées par l'établissement.

Ce tableau devra à minima indiquer les quantités commandées par type de gaz, la date ainsi que le n° de commande, le montant en € HT de chaque ligne de commande et la composante émettrice de la commande. Le titulaire pourra également mettre à disposition un outil en ligne permettant d'éditer un reporting au format Excel (ou équivalent).

ARTICLE 5 – Délais et conditions de livraison

5.1 Délais de livraison

Les prestations doivent être effectuées par le titulaire du bon de commande dans un délai maximum de :

- 10 jours ouvrés pour les gaz industriels du lot 1 ;
- 15 jours ouvrés pour les gaz spéciaux / mélanges du lot 1 (un délai de livraison supplémentaire pourra être accordé sur les mélanges spéciaux fabriqués à la demande. Le délai devra être précisé à la commande, et ne pourra excéder 10 semaines) ;
- 5 jours ouvrés pour le lot 2.

Ces délais sont les délais maximums, ils pourront être optimisés au sein de chaque marché subséquent. Si le titulaire s'engage sur des délais optimisés dans son offre, ces délais deviennent contractuels et des pénalités pourront être appliquées en cas de retard, conformément aux clauses du CCAP.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit pouvoir proposer une livraison en express en cas de difficulté de réapprovisionnement.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra prendre à sa charge ce surcoût si les difficultés rencontrées sont de la responsabilité du titulaire. Si les difficultés rencontrées sont de la responsabilité du pouvoir adjudicateur, il prendra ce surcoût à sa charge.

5.2 Lieux et horaires de livraison

Pour chaque établissement membre du groupement, les lieux de livraison sont précisés dans le document « Récapitulatif Logistique ». Pour un seul établissement, il est susceptible d'y avoir plusieurs lieux de livraison.

A noter que les sites de livraison indiqués au sein de ce document sont les sites les plus importants. D'autres points de livraison à la marge pourront être à l'origine des commandes lors de l'exécution d'un marché subséquent.

Les horaires de livraison attendus seront définis au sein de chaque marché subséquent. Néanmoins, il est attendu par principe que les livraisons soient effectuées pendant les jours et durant les heures ouvrables des services.

Après la notification de chaque marché subséquent, le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviendront des horaires et modalités de livraison plus précisément, qui devront être respectées par le titulaire.

5.3 Modalités de livraison

A noter que le coût de la livraison est compris dans le prix de la fourniture de gaz.

Pour la livraison des marchandises, le titulaire doit prévoir un véhicule de livraison adapté à chaque site livré.

Les particularités d'accès de chaque site sont définies au sein du « Récapitulatif Logistique ». Elles seront précisées au niveau des Marchés Subséquents. Par ailleurs, des visites de sites pourront être organisées lors de la consultation de chaque marché subséquent, des plans d'accès pourront également vous être communiqués.

Pour le lot 1, une livraison sur cadre ou sur panier des bouteilles pleines est exigée.

La reprise des bouteilles vides se fera également sur cadre. Le prestataire s'engage à laisser, sans surcoût, les cadres vides à disposition du pouvoir adjudicateur au besoin, afin que ce dernier puisse y stocker les bouteilles vides.

Les produits livrés par le titulaire ou son représentant devront être accompagnés d'un bon de livraison, précisant les informations suivantes :

- Nom du titulaire et son adresse,
- Numéro de la commande,
- Date d'expédition,
- Service/entité destinataire,
- Identification complète des fournitures livrées (désignation, référence) et, s'il y a lieu, leur répartition par colis,
- Quantités livrées,
- Date et heure de livraison.

Les risques afférents au transport jusqu'aux lieux de livraison incomberont au titulaire.

Un protocole de chargement/déchargement devra être mis en place pour chaque point de livraison. Ce protocole engagera le titulaire, ainsi que leurs sous-traitants potentiels (cf article 7.2 « Sécurité » du présent CCTP)

Pour la livraison des marchandises, le titulaire doit prévoir un véhicule de livraison adapté au site livré. Les porteurs doivent être pourvus d'un hayon. Pour le magasin de chimie de l'Université, les livraisons ne sont pas possibles en semi.

Le titulaire s'engage à livrer et à remettre en une seule fois toutes les fournitures objet d'un bon de commande. Les livraisons partielles peuvent être autorisées, avec l'accord préalable du service émetteur de la commande.

5.4 Opérations de vérification

Les opérations de vérification et d'admission seront effectuées à chaque livraison, conformément aux dispositions du CCAP, et des dispositions particulières définies au sein de chaque marché subséquent.

ARTICLE 6 – Pilotage et suivi d'exécution du contrat

6.1 Interlocuteurs et pilotage du contrat

Conformément à l'article 2 du présent CCTP, il est attendu que chaque candidat indique dans son CRT :

- Un (ou plusieurs) interlocuteurs en charge du pilotage du contrat à l'échelle nationale ;
- Un interlocuteur commercial pour chaque établissement auquel il pourrait répondre.

En cas d'absence, le titulaire désignera un remplaçant ayant le même niveau d'expertise. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le comité de pilotage de toute modification d'interlocuteur désigné.

L'interlocuteur participe aux réunions de l'accord-cadre national :

- Une réunion de lancement en début d'accord-cadre pour la première année ;
- Une réunion annuelle de suivi d'exécution.

Dans une optique d'amélioration de la performance de la supply chain, des réunions de suivi annuelles auront lieu avec les fournisseurs. Ces réunions permettront notamment de faire le point sur l'exécution du marché au niveau national, de la réponse aux marchés subséquents, du respect des clauses contractuelles, d'éventuelles problématiques rencontrées au cours de l'année.

En amont de cette réunion, il sera attendu du titulaire qu'il remette au comité de pilotage les éléments de suivi, à savoir : le nombre de marchés subséquents remportés, ainsi que les statistiques détaillées de consommation (cf article 4.3.2 du présent CCTP « Statistiques »).

Au niveau de chaque marché subséquent : des réunions de suivi opérationnelles pourront également avoir lieu entre le titulaire du MS et l'acheteur. Sur la demande de l'établissement, le titulaire pourra être amené à fournir les statistiques détaillées propres à l'établissement, de même qu'un récapitulatif du nombre de bouteilles en circuit.

En cas d'absence d'interlocuteur, le titulaire s'expose à des pénalités conformément aux clauses du CCAP.

6.2 Procédure de SAV

Le candidat devra indiquer dans son CRT la procédure de reprise des produits non conformes, préciser si un outil permet le suivi des incidents, ainsi que la plage de disponibilité de l'interlocuteur SAV. Ces éléments deviendront contractuels.

⇒ **Article non conforme à la demande :**

Pour tout produit non conforme à la commande, il est souhaité que le délai pour livrer à nouveau l'article ou réaliser la prestation conformément au marché soit le plus rapide possible. Il ne devra pas dépasser le délai contractuel de livraison à compter de la réclamation du service. Cette nouvelle livraison n'entraînera pas de surcout.

En cas de non-respect de ce délai, des pénalités pourront être appliquées au titulaire.

⇒ **Problème de qualité :**

En cours d'exécution du marché si un problème de qualité est constaté ou suspecté sur un article commandé, ou si les spécifications techniques demandées ne correspondent pas à l'article commandé. Le titulaire reprendra l'article et assurera son remplacement dans le délai contractuel de livraison. Le remplacement de l'article non conforme n'entraînera pas de surcoût. En cas de non-respect de ce délai, des pénalités pourront être appliquées au titulaire.

⇒ **Date de requalification de bouteille dépassée ou en cours d'année :**

Pour toute bouteille livrée dont la date de requalification (ré-épreuve) est dépassée ou pour toute bouteille à date de requalification en cours d'année, alors que l'acheteur ne pourra la consommer avant la fin de l'année : le titulaire reprendra l'article et en assurera son remplacement dans le délai contractuel de livraison.

Le remplacement de l'article non conforme n'entraînera pas de surcoût. En cas de non-respect de ce délai, des pénalités pourront être appliquées au titulaire.

6.3 Rupture d'approvisionnement d'un gaz

En cas d'indisponibilité temporaire d'un produit habituellement consommé, le titulaire devra proposer un produit de remplacement, après avoir informé par courriel les services directement utilisateurs, au niveau des marchés subséquents locaux.

Ce produit de remplacement devra être d'une qualité équivalente ou supérieure et au prix inférieur ou égal à celui du marché. Concrètement, si le conditionnement change : le prix au m3 de gaz doit rester identique.

Pour tout produit en rupture d'approvisionnement non substitué par un produit de qualité équivalente ou supérieure, le titulaire s'expose à l'application de pénalités conformément au CCAP. De plus, dans le cas où le marché subséquent serait multi-attributaire, l'acheteur pourra faire appel au titulaire arrivé en second dans l'analyse des offres pour la fourniture de son article.

6.4 Evolution des articles en cours d'exécution

Le titulaire a la faculté, pendant la durée de validité du marché, d'apporter des modifications sur les gaz en vue de leur amélioration.

Le titulaire est tenu d'informer, par courriel, le comité de pilotage, 30 jours à l'avance, de la nature et de l'étendue des changements devant intervenir sur les produits ou sur la gamme de produits. Cette information devra être accompagnée de données techniques liées à ces changements et des nouveaux prix des produits. Le comité de pilotage approuvera ou non ces modifications.

Les produits, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

Cette modification ne pourra pas entraîner une hausse des conditions financières retenues.

6.5 Remise exceptionnelle au niveau des Marchés Subséquents

Si le titulaire propose les fournitures et prestations, objet du marché subséquent, à un prix promotionnel inférieur à celui résultant de l'application des clauses contractuelles, il en informe préalablement le comité de pilotage par courrier électronique laquelle doit obligatoirement et automatiquement pouvoir bénéficier, pendant toute la durée de la promotion, des conditions financières correspondantes. Le cas échéant, le titulaire devra faire apparaître clairement dans la facture la remise exceptionnelle supplémentaire permettant d'aboutir au prix net promotionnel. Les prix établis dans ces conditions n'ont pas à être constatés par avenant.

ARTICLE 7 – Sécurité et Responsabilité du titulaire

7.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable juridiquement et financièrement de la réalisation de la prestation.

L'ensemble des opérations doit être réalisé dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des prestations et selon les normes environnementales et sociales.

Le titulaire du marché doit détenir les autorisations et agréments exigés par la profession et nécessaires à l'exécution des prestations, objet du présent marché.

7.2 Sécurité

Le titulaire doit exécuter le marché dans des conditions de sécurité et d'hygiène maximales (tant pour les biens que pour les besoins des personnes).

Toute intervention du titulaire doit être réalisée par un personnel qualifié, avec les moyens matériels adéquats, dans le respect de la législation sur le travail (notamment en matière de sécurité et d'hygiène), et conformément à la réglementation ADR.

Le titulaire est responsable du respect par son personnel, du règlement intérieur et des règles d'hygiène et de sécurité applicables au sein de chaque établissement.

Au niveau des marchés subséquents : le protocole de sécurité doit être établi pour chaque site des établissements car les interlocuteurs, horaires de livraison et conditions d'accès diffèrent pour chaque site. Un protocole de sécurité sera établi entre le titulaire du marché subséquent et chaque point de livraison des établissements avant la première intervention du titulaire. Les conditions de mise en œuvre de ces protocoles de sécurité seront définies au sein de chaque marché subséquent.

Le titulaire est responsable de tout dommage causé à toute personne ou à tout bien à l'occasion de l'une des prestations dont il a la charge au titre du présent marché.

L'accès du personnel du titulaire aux locaux des Universités est soumis aux conditions générales imposées au personnel étranger à la personne publique, en particulier en ce qui concerne les obligations de discrétion et la protection du secret (notamment du secret professionnel).

Le titulaire, ou tout personnel employé par le titulaire, ne peut divulguer les informations relatives aux établissements, dont il pourrait être amené à avoir connaissance, de quelque façon et sous quelque forme que ce soit, à l'occasion de l'exécution du présent marché.

7.3 Conformité réglementaire des emballages et des fournitures

Les emballages, qui demeurent la propriété du titulaire, seront contrôlés et entretenus par ce dernier et seront sous sa responsabilité pour tout dommage survenu du fait de l'utilisation normale des emballages. De même, la fourniture sera conforme aux fiches techniques ou autres éléments remis par le titulaire du marché.

Les bouteilles de gaz fournies devront comporter la date de mise à jour de ré-épreuve, en cours de validité, au moment de la livraison. Il est attendu que pour les bouteilles de gaz qui ne pourront pas être consommées entièrement dans l'année, notamment en raison de leur spécificité (gaz rare ou mélanges spéciaux), celles-ci comportent une date de requalification (ré-épreuve) ultérieure à l'année en cours au moment de la livraison.

Les emballages (réservoirs, cylindres, etc.) seront conformes aux prescriptions réglementaires.

Une évolution éventuelle de ces réglementations en cours d'exécution du marché impliquera de la part du fournisseur retenu une mise en conformité immédiate des produits livrés (remplacement ou mise en conformité). Dans le cas où les bouteilles sont non conformes, la livraison pourra être rejetée. La livraison d'une nouvelle bouteille devra avoir lieu dans les meilleurs délais et sans surcoût.

ARTICLE 8 – Considérations environnementales

Chaque année lors de la réunion de suivi annuelle, un plan de progrès sera établi avec le titulaire, fixant des objectifs de prise en compte des principes du développement durable et de la réglementation environnementale en vigueur. Il s'agit concrètement de réduire l'empreinte carbone de la prestation pour les membres du groupement.

Le plan de progrès consiste à fixer, chaque année, un objectif à atteindre l'année suivante. Il peut s'agir :

- de progresser sur le calcul de l'empreinte carbone des gaz consommés par les membres du groupement. Ce calcul prend en compte l'analyse du cycle de vie du produit (depuis l'extraction des matières premières jusqu'à sa fin de vie) ;
- de proposer des alternatives lorsque disponibles et techniquement appropriées, des gaz issus de filières « bas carbone » (par exemple : hydrogène vert, oxygène issu d'air liquéfié, azote recyclé) ou intégrant des contenus recyclés ;
- de minimiser l'impact environnemental des livraisons en optimisant les tournées et en privilégiant des moyens de transport à faibles émissions lorsque cela est possible ;
- de fournir, sur demande, les informations sur l'empreinte carbone des gaz livrés et les certificats correspondants s'ils existent ;
- de sensibiliser son personnel et ses sous-traitants à la prévention des pollutions, à la sécurité environnementale sur site et aux bonnes pratiques de gestion des déchets.

Pour la première année, les objectifs seront fixés par les candidats eux-mêmes dans leurs offres techniques.

Cet objectif sera rediscuté chaque année avec le fournisseur.

Dans le cas où le titulaire ne respecte pas ses engagements, des pénalités pourront être appliquées conformément au CCAP.

ARTICLE 9 – Clause sociale (facultative) – Action de formation sous statut scolaire au bénéfice d’élèves à besoins spécifiques

Les établissements membres du groupement pourront prévoir au sein de leurs marchés subséquents une clause sociale de formation facultative. Il sera alors attendu du titulaire du marché subséquent qu’il s’engage à réaliser une action de formation d’un ou de plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l’Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l’éducation)
- Soit soumis à l’obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l’éducation)

Néanmoins, des alternatives à cette clause sociale de formation pourront être proposées par les candidats. Si une alternative est proposée par le candidat, la clause sociale de formation pourra devenir un objectif pris en compte dans le cadre du plan de progrès définis à l’article 8 du présent CCTP.

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l’Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l’éducation).
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d’exécution du présent accord-cadre prenant en compte des considérations sociales, en application de l’article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l’objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de 150 heures, à réaliser pendant la période ferme du marché subséquent ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s’il le souhaite.

A l’initiative de l’acteur de l’Education nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

Le présent marché étant alloti, l’entreprise qui serait titulaire de plusieurs lots peut regrouper ces différentes obligations afin de proposer un seul stage, éventuellement d’une durée plus longue (dans la limite de 900 heures par stage).

Le titulaire doit alors produire une fiche entreprise complétée pour chacun des lots comportant une clause sociale de formation sous statut scolaire, en respectant l’exigence de lien avec l’objet du marché.

9.1 Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

9.2 Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du marché subséquent transmettra également au pouvoir adjudicateur la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer l'acheteur et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, l'Unistra et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale,

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026-2030

puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au pouvoir adjudicateur, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

9.3 Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande des pouvoirs adjudicateurs ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au pouvoir adjudicateur :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le pouvoir adjudicateur au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par l'acheteur, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.